Florent

« L'élection ne le seul gage

Défiance envers les institutions, populisme, inégalités... La crise financière, qui coïncide avec la création de la revue en ligne « La Vie des idées », a été le point de départ de nouvelles perspectives de réflexion, nous dit son directeur de la rédaction

PROPOS RECUEILLIS PAR JULIE CLARINI

Maître de conférences à l'université de Nantes, Florent Guénard est spécialiste de philosophie politique et morale. Il est notamment l'auteur de *La Démocratie universelle. Philosophie d'un modèle politique* (Seuil, 2016). Il dirige la rédaction de la revue en ligne *Laviedesidees.fr* qui fête ses dix années d'existence.

« La Vie des idées » naît peu ou prou au moment où la crise financière s'abat sur le monde. Peut-on lire le reflet de ces années agitées dans la production intellectuelle ? Nous affrontons par exemple ce qu'il est convenu d'appeler une « fatigue démocratique », qui se traduit par des soutiens à des candidats populistes ou nationalistes, y compris en Europe. L'étude de la démocratie est-elle redevenue centrale dans les sciences humaines ?

Il me semble qu'en effet depuis dix ans *La Vie des idées* rend compte d'une production forte, intense et renouvelée sur la question démocratique. Cela n'a rien d'étonnant si l'on considère que les années 1990-2000 ont été le moment où la réflexion politique est peu à peu sortie du face-à-face démocratie/totalitarisme. Il a fallu beaucoup de temps, mais on a cessé progressivement de considérer que la grande menace pour la démocratie était le régime totalitaire. Cette conviction que la démocratie était menacée par quelque chose d'extérieur à elle amenait à la définir en termes minimaux. On lui a donné une forme restreinte, en gros purement électorale. Face à des régimes qui prétendaient savoir ce qu'est le bien commun ou le progrès, on a voulu défendre la démocratie en en faisant un régime dépourvu de valeurs substantielles. Face à des régimes où la politique envahissait toutes les sphères du social, on s'est efforcé de réduire la démocratie à son minimum : la liberté individuelle et l'élection.

Le philosophe Claude Lefort [1924-2010] définissait pourtant la démocratie comme un « lieu vide ». Faut-il contester cette idée ?

Pour Lefort, la démocratie est un *« lieu vide »* – par rapport au lieu plein, saturé par le pouvoir, qu'est le totalitarisme. La définition est pertinente, mais elle est aussi dépendante d'un contexte historique. La préoccupation de Lefort était d'analyser le totalitarisme, de lutter contre les tentations totalitaires à l'intérieur des démocraties occidentales. En reprenant la théorie démocratique des années 1990 et jusqu'aux années 2000, voire jusqu'en 2005, un autre élément fortement lié au contexte de l'époque m'a frappé : on s'est, pendant toutes ces années, essentiellement intéressé à la diffusion de la démocratie. Comment y accéder ? Comment faire pour qu'elle triomphe sur ses ennemis ? La réflexion sur la démocratie s'est souvent restreinte à cette seule dimension, considérant qu'il fallait absolument protéger la démocratie d'un adversaire qui souhaitait son affaiblissement.

A-t-on rompu avec ce type de restriction ?

La perspective a radicalement changé : on se penche aujourd'hui sur ce qui menace la démocratie de l'intérieur. On réfléchit désormais sur l'épuisement ou le renversement du principe démocratique. On s'est interrogé d'abord sur les failles de la représentativité. Quel avenir pour la démocratie représentative ? Comment favoriser le débat démocratique, qui semble s'épuiser ? Internet peut-il en être un outil ? D'autres réflexions, venues des Etats-Unis, cherchent à justifier la démocratie non pas en soutenant qu'elle est le régime le plus juste ou le plus légitime, mais par l'efficacité : elle peut apparaître comme le régime qui prend les meilleures décisions. La délibération collective est plus apte à prendre les bonnes décisions que le savoir de l'expert. Une réflexion intéressante à l'heure où le pouvoir de la haute administration semble dominer en France.

On se penche aussi sur la *réappropriation* démocratique. Toute une production intellectuelle accompagne les mouvements comme les « indignés », Occupy ou Nuit debout, en y voyant des tentatives de réappropriation de l'espace public et, au-delà, du débat démocratique. Ces travaux suggèrent qu'il n'y aura de retour de la confiance qu'une fois le travail de réappropriation fait. On s'intéresse beaucoup, au sein des sciences sociales ou au sein de la théorie politique, à l'articulation entre démocratie et mouvement social. L'idée sous-jacente est que l'élection ne peut pas être le seul gage démocratique, que la légitimité qu'elle confère n'autorise pas tout et que l'idée démocratique est plus riche que la seule désignation des gouvernants. On rejoint l'idée que la définition minimale de la démocratie ne peut pas suffire.

Le deuxième axe de réflexion serait ce que vous appelez le « renversement du principe démocratique », c'est-à-dire le populisme. On voit apparaître des travaux sur le sujet, mais cela semble très récent...

C'est en effet une réflexion encore embryonnaire. C'est un défi pour les sciences humaines et sociales. Car le populisme n'est pas un régime, comme la monarchie, l'aristocratie, ou la démocratie, puisqu'il se coule à l'intérieur d'institutions démocratiques. On ne peut pas non plus le réduire à un style politique, à la forme ultracontemporaine que prendraient le césarisme et la personnification du pouvoir. La comparaison internationale est nécessaire car le populisme en Amérique latine ne ressemble pas à celui d'Europe de l'Est. Mais elle renvoie chaque populisme à sa singularité : en Argentine par exemple, le péronisme est un phénomène spécifique, complexe, plastique, où la contestation des élites peut aller de pair avec une certaine forme de conservatisme social et des politiques économiques libérales. Le populisme est un phénomène historique mais il ne me semble pas qu'on ait aujourd'hui les catégories intellectuelles pour le penser. On peut en revanche le définir négativement, et dire que le populisme est antipluraliste, qu'il rejette les droits subjectifs, qu'il se traduit par une *défiance envers les institutions*.

> « Le populisme est un phénomène historique mais il ne me semble pas qu'on ait aujourd'hui les catégories intellectuelles pour le penser »

Le populisme a à voir avec la question du chef, non ?

Il me semble plutôt qu'il y a une valorisation de la spontanéité dans le populisme et que c'est un élément important. La spontanéité populaire peut, en effet, être portée par un chef, elle n'a pas besoin de corps intermédiaires. Le populisme repose sur l'idée que le peuple existe et qu'une volonté commune peut exister. Ce qui est assez étonnant, c'est de voir que cette fascination pour la spontanéité, le populisme l'a en commun avec le néolibéralisme qui croit en la spontanéité du marché. Dans les deux cas, il s'agit d'organiser la vie sociale sur cette conviction. C'est ce qui les oppose, par exemple, au républicanisme, qui défend la souveraineté populaire, mais qui éprouve une défiance complète à l'égard de toute forme de spontanéité : le républicanisme croit à l'organisation, à l'éducation, à la formation. Il considère que le corps politique est le produit non pas de la spontanéité qu'un chef pourrait exprimer, mais de l'adhésion volontaire à des institutions qui garantissent notre liberté.

La réflexion sur le capitalisme, les inégalités, s'est-elle renouvelée ?

Ces dix dernières années, c'est-à-dire depuis la crise financière de 2008, ont vu en effet émerger de nouvelles perspectives qui, me semble-t-il, se concentrent dans deux types de réflexion. On a vu premièrement apparaître des travaux qui se sont interrogés sur les causes d'une crise singulière, venant en grande partie des insuffisances ou des dysfonctionnements des institutions de régulation, des organismes financiers, nationaux ou internationaux. Et d'une manière plus générale, qui se sont demandé si la financiarisation de l'économie ne mettait pas fin au capitalisme sous sa forme classique, c'est-à-dire fondé sur le rapport entre le travail et le capital. De nombreux travaux, ensuite, se sont arrêtés sur les effets de la crise, à commencer par l'accroissement des inégalités.

On s'est ainsi interrogé sur l'effet que pouvaient avoir les inégalités sur le lien social. De nombreuses études se sont déployées dans cette perspective (par exemple, sur la radicalisation des conflits sociaux, ou sur l'appauvrissement dans les quartiers populaires). Puis, au-delà de la question du lien social, on a vu apparaître une préoccupation grandissante :

Guénard peut pas être démocratique »

quels effets les inégalités ont-elles sur le sentiment d'appartenance à une communauté politique ? Cela a mené à mettre en évidence deux phénomènes symétriques : la relégation des pauvres et la sécession des riches. La communauté politique à partir de laquelle des institutions peuvent se construire se fragilise. La sociologie s'est particulièrement arrêtée sur ce phénomène. On voit se multiplier, par exemple, des études sur les *gated communities* (« résidences fermées », habitées par des populations aisées) une réalité qui existait aux Etats-Unis ou en Afrique du Sud, mais dont on découvre l'existence en France.

Ce sont en effet des années où la question des « riches » entre dans le débat public. Sarkozy est, le premier, soupçonné d'être le « président des riches ». Constituer un champ d'études sur les inégalités permet-il de comprendre ce tournant ?

Les inégalités s'installent en effet dans le débat public. Aurait-on dit de Chirac qu'il était le président des riches ? Ce n'est pas certain. En tout cas, la production intellectuelle de ces dernières années s'attache à renverser l'idée que les inégalités ne seraient pas un problème en tant que telles, et que seule la pauvreté serait scandaleuse. Remettre les inégalités au cœur de la réflexion économique et sociale, c'est justement soutenir le contraire : si les inégalités peuvent être un facteur de croissance économique, ce sera toujours une croissance différentielle. Or, c'est cette différence qui fragilise la communauté politique.

Outre des disciplines comme l'histoire, la sociologie et l'économie, la philosophie est également convoquée dans ce débat, très présent aujourd'hui au sein des théories morales et politiques contemporaines. Certains, comme ceux que l'on appelle libertariens, qui entendent défendre la liberté individuelle et qui considèrent que la redistribution est une atteinte à cette liberté, contestent que l'inégalité soit un problème moral. Pour eux, elle n'est qu'une conséquence de notre liberté d'entreprendre et de la concurrence. La pauvreté, en revanche, est pour eux un problème moral, qui appelle des solutions politiques. Mais ce n'est pas le cas des inégalités, qui sont inévitables dans une société individualiste de marché. C'est une argumentation qu'on ne peut pas balayer d'un revers de main. Il faut, pour y répondre, des arguments théoriques et des études empiriques qui montrent que les inégalités sont injustes et ébranlent profondément nos sociétés démocratiques.

Les économistes (comme Thomas Piketty) ont beaucoup travaillé, ces dernières années, à rendre visibles les inégalités…

Il a en effet fallu faire ce travail, qui se déploie dans de nombreuses directions. Car ceux qui subissent les inégalités souffrent d'un terrible manque de visibilité : on ne les entend pas, on ne les voit pas. Il fallait montrer que les pauvres ne sont pas uniquement dans les grandes cités de banlieue, dans les lieux ciblés par la politique de la ville, mais qu'ils sont aussi dans certaines zones pavillonnaires, dans des centres de petites ou moyennes villes et évidemment dans les campagnes. A cela s'est ajouté le travail pour comprendre comment se décline la pauvreté économique : elle est aussi le plus souvent une pauvreté sociale, culturelle, scolaire, ou encore médicale (dans l'accès aux soins)… De nombreux travaux se sont ainsi arrêtés sur le fait que des prestations sociales ne sont pas réclamées par certaines populations. Contrairement aux idées reçues, les pauvres sont souvent les derniers à savoir qu'ils y ont droit car ils sont hors des réseaux d'information.

Vous parliez tout à l'heure de la défiance envers les institutions de régulation. Avec les inégalités, ce sont donc les deux axes qui émergent de la production intellectuelle après la crise financière de 2008 ?

J'irais plus loin en disant que ces interrogations sur le non-fonctionnement des outils de régulation et sur la montée des inégalités croisent deux préoccupations d'envergure de la production intellectuelle depuis dix ans : la première porte sur la confiance, la seconde sur la protection. La confiance en effet est le point commun d'un grand nombre de réflexions sur le lien aux institutions ou sur le rapport à la classe politique. L'exemple le plus évident est le rapport à la police : comment se fait-il qu'une institution de protection soit considérée comme une menace ? Que se passe-t-il dans l'organisation interne de la police, dans les missions qu'on lui attribue, pour qu'on en arrive à cette situation ?

De manière symptomatique, le texte le plus lu de *La Vie des idées* est une comparaison proposée par les sociologues Olivier Fillieule et Fabien Jobard sur le maintien de l'ordre en France et en Allemagne. En Allemagne, pour regagner la confiance de la population qu'elle encadre, la police a mis en place des stratégies de « désescalade » : dans les manifestations, les autonomes anarchistes, par exemple, sont encadrés par des policiers en gilet jaune et vert, et non par des troupes prêtes au combat. Le pendant de cette réflexion, c'est l'interrogation sur les moyens de reconstruire la confiance sociale. Voyons ce qui se passe aujourd'hui avec les « fake news ». Le gouvernement légifère, mais est-ce la bonne réponse ? Est-ce que la loi peut rétablir la confiance ?

On peut faire l'hypothèse que ce déficit de confiance est lié à la crise financière de 2008. Un pur jeu financier l'a déclenchée : un certain nombre de gens ont vendu des produits frauduleux en sachant qu'ils étaient frauduleux. C'est très différent des crises économiques antérieures, liées aux chocs pétroliers entraînés par un conflit (comme en 1973) ou à une révolution (comme en 1979), c'est-à-dire par des événements historiques qui ont eu des implications politiques et économiques majeures. Des institutions, en 2008, ont menti. C'est là, me semble-t-il, le point de départ d'une crise majeure de la confiance.

En tout cas, cette question de la confiance renvoie à l'autre thème qui émerge comme un marqueur fort de ces dix dernières années : la protection. Elle est souvent étudiée sous le prisme de la vulnérabilité. On s'intéresse à la vulnérabilité sociale – en lien avec les inégalités –, mais aussi culturelle, sexuelle – encore davantage depuis #metoo –, environnementale. Comment protéger les pauvres, les femmes, les minorités, les animaux, l'environnement, etc. ? Les études portent autant sur la souffrance qu'on éprouve que sur la souffrance qu'on inflige.

On a longtemps qualifié la vie intellectuelle française de provinciale – peu de traductions, peu d'intérêt pour les pensées étrangères. Pensez-vous que le constat tienne toujours ?

Je pense qu'il y a eu un effort majeur pour déprovincialiser la production française. La situation a beaucoup changé, la pensée française s'est très largement ouverte à la réflexion menée à l'étranger dans toutes les sciences humaines et sociales. Les exemples sont nombreux. En histoire, par exemple, cela s'est traduit par une présence plus grande de l'histoire globale ou de l'histoire impériale, influence directe de la pensée anglo-saxonne. En sociologie, et ce n'est qu'un autre exemple, ce que les Américains appellent *cultural sociology*, qui s'intéresse à la fois au monde de la culture – à ses acteurs, à ses modes de production – et aux représentations qui en émanent, est étudiée en France. En philosophie politique, en esthétique ou en philosophie de la connaissance, on s'intéresse beaucoup au néopragmatisme anglo-saxon.

Ces exemples témoignent bien d'un effort réel de déprovincialisation. Mais c'est un double mouvement qu'il faut sans cesse impulser : aller chercher des contenus à l'étranger et faire en sorte que ceux que nous produisons soient lus ; ne pas se contenter de bien connaître la production intellectuelle américaine, mais aller voir aussi en Inde, en Chine ou ailleurs. Et s'intéresser à ce qui se passe en Europe, chez nos voisins dont on ignore encore trop la production intellectuelle. A tout cela, *La Vie des idées* a contribué depuis dix ans et entend continuer à le faire dans les années qui viennent. ◆

Une « coopérative intellectuelle »

La Vie des idées, rattachée à l'Institut du monde contemporain (Collège de France) et dirigée par l'historien et sociologue Pierre Rosanvallon, est une revue en ligne consacrée à l'actualité des idées et des livres. Avec plus de 400 000 lecteurs par mois, elle est aujourd'hui un lieu repéré de diffusion des débats qui animent le monde des sciences humaines et sociales. Elle dispose, depuis 2010, d'une version en anglais Booksandideas.net.

Elle est entièrement gratuite et son esprit est celui d'une « coopérative intellectuelle » – personne n'y est rémunéré sauf le secrétariat de rédaction. Un groupe de quatorze chercheurs et chercheuses – trentenaires et quadragénaires, en grande majorité – en forme le comité de rédaction. Parmi eux, la spécialiste d'études littéraires Sarah Al-Matary, l'historien Nicolas Delalande, le sociologue Nicolas Duvoux, l'écrivain et historien Ivan Jablonka et l'historienne Pauline Peretz. Forte de presque 2 000 collaborateurs, la revue propose, de manière régulière, des recensions d'ouvrages, des entretiens (écrits ou filmés) ou de courts essais, accessibles à un public non universitaire et s'ouvrant à tous les champs du savoir. Sa vocation première est de convoquer, sur l'actualité, l'éclairage de sciences humaines et sociales, en recherchant autant que possible les contributions et les comparaisons internationales.

C'est d'ailleurs dans une perspective internationale qu'était née la première version de *La Vie des idées* : en 2005, elle existait sous forme de mensuel papier, consacré à l'information sur les débats intellectuels de par le monde. Elle était alors proche de La République des idées, l'atelier de réflexion de sensibilité centre gauche, animé par Pierre Rosanvallon et Thierry Pech. En 2007, *Laviedesidees.fr* lui succède, avec un autre projet et des résultats bientôt à la hauteur des ambitions.

En 2011, une étude a montré qu'une moitié de ses lecteurs est constituée d'universitaires et d'étudiants, et l'autre de *« ce fameux milieu cultivé non spécialiste qui*, assure le directeur de la rédaction, Florent Guénard, *est la chance de la France »*. ◆

J. CL.